

## L'EUROPE

### **Thierry de Montbrial, président et fondateur de la WPC**

Je propose maintenant que nous discutons des trois régions, une par une, en allant de l'Ouest vers l'Est. Commençons par l'Europe. Vous avez évoqué la question des frontières post-1945 et le cadre du droit international. Cette question s'adresse à vous deux. Ne pensez-vous pas que nous, l'Occident, ayons commis d'importantes erreurs dans notre comportement vis-à-vis de la Russie ? Ne pensez-vous pas, dans une certaine mesure, que nous ayons une grande part de responsabilité dans ce qui s'est passé ? La formulation de la question reflète en fait le fond de ma pensée.

### **Joseph Nye, professeur émérite, Center for Public Leadership, Harvard Kennedy School**

Si nous pouvions revenir en arrière et voir si nous aurions pu prendre d'autres décisions au moment de l'effondrement de l'Union soviétique, alors, oui, d'autres décisions auraient pu être prises. Nous aurions pu nous montrer plus ouverts à l'égard de la Russie et faire davantage d'efforts. Une opportunité historique s'est offerte à nous et nous n'avons pas su en tirer pleinement parti. Quant à savoir si cela justifie qu'un pays envahisse l'espace d'un pays voisin et s'en empare par la force, c'est autre chose.

La question stratégique qui se pose aujourd'hui au vu de la situation politique et militaire en Europe est celle-ci : comment faire comprendre à la Russie que ses agissements actuels ou récents ont un coût, tout en commençant à réfléchir à la façon de réintégrer la Russie dans le système international ? Ce n'est pas chose aisée car les deux messages semblent contradictoires, et cela va demander une coopération étroite entre l'Europe et l'Amérique. J'ai tendance à croire que ce sera difficile, mais faisable.

Je pense qu'il va falloir surtout s'attacher à apporter un soutien à l'Ukraine afin que cet État devienne économiquement viable. Il s'agit là d'une proposition délicate et l'Europe va devoir jouer un rôle important. Ce qui m'inquiète, je suppose, c'est la situation économique européenne. Nous avons tous intérêt à ce que l'économie européenne soit solide, et la capacité à gérer cette situation en Ukraine dépendra des capacités des Européens sur le plan économique. Il faut espérer que les mesures en cours de discussion pour la relance de l'économie européenne seront efficaces.

### **Thierry de Montbrial, président et fondateur de la WPC**

Avant de laisser la parole à Richard, je souhaiterais donner mon avis en tant qu'Européen. Je pense que les Européens n'auront pas les ressources suffisantes pour injecter massivement de l'argent en Ukraine. C'était très clair avant même que nous n'attisons le feu et ne considérions l'Ukraine comme une pièce sur l'échiquier géopolitique, façon Brzezinsky. Nous voulions que l'Ukraine fasse partie de l'Union européenne, de l'OTAN, etc. Nous avons joué avec le feu, mais nous nous sommes brûlé les ailes. Donc, à moins que quelqu'un dans cette salle ne me persuade du contraire, je ne changerai pas d'avis. L'évolution la plus probable est que le conflit en Ukraine perdure, mais peut-être les États-Unis auront-ils les ressources nécessaires.

### **Richard Haass, président du Council on Foreign Relations**

Si on tente d'imaginer la situation en Ukraine dans un an, je pense qu'elle ne sera pas fondamentalement différente de ce qu'elle est aujourd'hui. La Russie contrôlera encore la Crimée et, dans le meilleur des scénarios, de grandes parties

de l'est de l'Ukraine seront instables. Je partage votre analyse du passé, il y a certes eu de l'imprudence et de l'incompétence dans la gestion des relations avec l'Ukraine.

Lorsque vous parlez des relations russes, tout dépend jusqu'où vous remontez en arrière. Certains voient les choses différemment. Si vous aviez d'autres intervenants que nous deux à ce débat, il y en aurait sans doute qui diraient que l'élargissement de l'OTAN était une erreur et que c'est là qu'il faut chercher les responsabilités. Comme l'a souligné Joe, nous aurions pu nous montrer plus ouverts envers la Russie. Même si nous avons fait certaines choses différemment ou mieux, nous ne savons pas comment la Russie, en particulier la Russie de M. Poutine, aurait réagi. Nous l'ignorons, mais cela dit, voilà où nous en sommes aujourd'hui.

Donner plus de ressources à l'Ukraine est une bonne idée sur le principe, le problème c'est que dans la pratique, rien ne prouve que ces ressources supplémentaires seront utilisées à bon escient. En fait, quand on y réfléchit, si l'Ukraine n'était pas menacée par la Russie, nous assortirions toute aide à l'Ukraine de nombreuses conditions. Nous sommes aujourd'hui tellement inquiets de la situation géopolitique en Ukraine que nous sommes prêts à donner beaucoup d'argent sans conditions. C'est l'équivalent national de la solution consistant à injecter de l'argent pour régler un problème, et ça marchera aussi bien au niveau international que cela a tendance à marcher au niveau national.

Cela dit, nous ne savons pas exactement comment agir. Je pense que l'argument de Joe est correct. Nous devons offrir maintenant aux Russes une sorte de package diplomatique, c'est-à-dire leur donner certaines garanties sur l'orientation externe de l'Ukraine. Cependant, j'associerais cette solution à un renforcement de notre soutien militaire à l'Ukraine. Je fournirais une aide létale à l'Ukraine. Je crois que ne pas le faire serait une erreur. Je constate que la retenue dont nous avons fait preuve ne nous a menés nulle part.

Je pense également que nous devons être beaucoup plus volontaires en termes de renforcement de ce qui reste de l'OTAN. Je n'ai pas l'impression que nous ayons tiré les leçons de l'Ukraine en ce qui concerne l'OTAN et la façon de gérer les crises de ce type dans certains autres pays. Par exemple, nous devrions nous assurer que nombre de ces pays, tels que les pays baltes, ont une gendarmerie capable de gérer les problèmes politiques et militaires internes de faible ampleur.

Cependant, la bonne nouvelle, c'est que je ne pense pas que ce conflit avec la Russie s'étende à l'Europe, à ce que vous appelleriez le cœur de l'Europe. Il ne s'agit pas d'un retour à une situation stratégique passée, mais il n'en demeure pas moins que la situation est grave, et nous avançons dans l'inconnu. J'aurais cependant tendance à être optimiste. Non pas tant en raison des sanctions prises par la communauté internationale, mais parce que le prix du baril du pétrole à 60 \$ constitue à lui seul une sanction bien plus efficace, et cela pourrait donner matière à réfléchir à M. Poutine dans une certaine mesure. Il est possible que cet environnement encourage à une plus grande retenue à l'avenir. Je suis prêt néanmoins à entendre un argument opposé, fondé sur le film Des hommes d'influence. M. Poutine pourrait être tenté d'utiliser l'aventure extérieure pour détourner l'opinion des difficultés intérieures. Mon sentiment est que l'environnement actuel est plus susceptible d'encourager une certaine retenue.

### **Thierry de Montbrial, président et fondateur de la WPC**

Je partage également votre avis. Il y a quelques années, lors de la première World Policy Conference en 2008 à Évian, M. Medvedev, alors président de la Russie, avait fait une intervention intéressante je dois dire. Il proposait une révision de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), des Accords d'Helsinki. Cette proposition a également été présentée en d'autres lieux. À ma connaissance, elle n'a jamais été prise au sérieux par l'Occident. Durant la première session, j'ai demandé à l'ambassadeur Morgulov si cette proposition était encore sur la table de la part de la Russie. L'ambassadeur Morgulov a dit qu'il n'avait pas la réponse à cette question car il est en charge de l'Asie, mais a promis d'appeler Moscou pour avoir la réponse. Hier soir, il m'a dit « J'ai la réponse. Oui, cette proposition est encore sur la table ».

L'an prochain marquera le 40e anniversaire de l'Acte final d'Helsinki. Je vous rappelle que l'Acte final d'Helsinki était un processus élaboré durant la guerre froide et qu'il s'agissait d'une configuration totalement différente. Voici ma

question. Partagez-vous la vision que certains d'entre nous en Europe partageons, à savoir qu'il pourrait être pertinent de réviser et mettre à jour l'Acte final d'Helsinki, 40 ans après sa signature ?

**Richard Haass, président du Council on Foreign Relations**

L'idée d'une révision ne m'effraie pas, mais ce sont les détails qui posent problème. L'un des principes d'Helsinki toutefois est que les frontières ne peuvent pas être changées par la force. Il est étrange que les Russes souhaitent une révision alors qu'ils viennent juste de violer une frontière. À moins qu'ils ne proposent justement une révision pour pouvoir changer les frontières par la force. Ce ne serait pas un changement bienvenu ou constructif.

En matière des droits de l'homme, j'essaie de réfléchir à ce qu'il serait pertinent de réviser dans les accords d'Helsinki, l'OSCE ou la CSCE. Il faudrait avoir une approche moins mécanique et plus globale, et appréhender la sécurité européenne dans son ensemble. Il y a d'autres accords aussi, notamment de nombreux accords de maîtrise des armements, qui semblent ne pas avoir été pris en compte en termes de positionnement des forces, etc.

La véritable question est de savoir si ce processus de révision serait utile ou si les négociations ne sont pas devenues « politiquement chargées », pour utiliser une expression américaine. Cela signifie qu'elles seraient contre-productives. Au lieu d'essayer d'avoir une sorte de révision formelle ou de grande renégociation, il serait plus indiqué de procéder par palier et de façon progressive, avec l'OTAN, etc. Je ne crois pas que ce soit le meilleur moment pour un grand marchandage, dirons-nous, sur les relations politiques européennes ou la sécurité européenne.

**Joseph Nye, professeur émérite, Center for Public Leadership, Harvard Kennedy School**

J'aurais tendance à penser comme Richard.